

Québec français



La peur des mots

Gilles Perron

Number 110, Summer 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/56301ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Perron, G. (1998). La peur des mots. *Québec français*, (110), 3–3.



La peur des mots est une maladie contagieuse, fort répandue. On ne saurait parler d'épidémie, mais il faut tout de même se demander s'il ne vaudrait pas mieux se mettre un condom sur la langue, voire s'abstenir de toute relation verbale pour préserver les mots sains qui s'ébattent encore en toute sérénité.

LA PEUR

PAR GILLES PERRON

des mots

Il n'est pas nécessaire d'insister sur l'importance du langage : au Québec, nous savons depuis longtemps qu'il accompagne le social comme le politique. Il y a consensus sur la nécessité de protéger la langue française, bien que nous soyions loin d'une telle entente quant au caractère local dont il faut ou pas la revêtir. Comment nous accorder quand nous sommes incapables de décider lequel des deux auxiliaires, d'avoir ou être, doit servir à nous définir ? À quoi s'attendre d'autre dans un pays qui n'en est pas un, ou les *non* veulent parfois dire *oui* et vice versa, où les deux signifient souvent *peut-être* ? Cette indécision n'est pas que politique : elle se manifeste partout où il s'agit d'affirmer l'être. La tentation d'exister est souvent forte, mais... il y a toujours un mais. En fait, le jour où le PQ ajoutera, non pas une autre question, comme le suggérait un ministre, mais bien une autre réponse, le référendum sera gagné haut la main ; il suffit d'ajouter, aux traditionnels *oui* et *non*, un troisième choix : *oui, mais*.

La peur des mots est une crainte de la connotation, effet linguistique douloureux que ne réussissent pas à apaiser quelques aspirines. La connotation de certains mots qui définissent une manière de penser le monde se fait selon une polarité où le négatif semble toujours l'emporter. Un premier exemple : nos intellectuels s'affichent rarement comme tels. Non pas que l'espèce n'existe pas ici, au contraire : la vie intellectuelle québécoise est dynamique et stimulante, mais c'est le mot qui fait peur.

- Que faites-vous dans la vie ?
- Je suis un intellectuel : je pense.
- Excusez pardon !

On se fait peu d'amis à être aussi affirmatif... Mais pourquoi cette crainte d'être identifié à un intellectuel, alors que ce n'est plus un crime depuis longtemps que de penser ? Ce qui était un conditionnement social (la soumission, mes bien chers frères...) serait-il désormais inscrit dans le code génétique ? Aurait-on peur de ne pas avoir accès au Paradis (fiscal?) si on s'enorgueillit de vivre de la pensée ? Chose certaine, il est désolant de voir le nombre effarant d'étudiants qui, même à l'université,

refusent vivement cette étiquette. Si les étudiants ne sont pas des intellectuels, qui le sera ?

Il en va ainsi de bien d'autres mots dont le sens recouvre un engagement intellectuel. Combien de féministes, agissant comme telles, rejettent le mot devenu trop encombrant ? Beaucoup de femmes, prenant fait et cause pour leur sexe, s'empresseront de dire, à la première occasion : « mais je ne suis pas féministe ! ». De peur, peut-être, de passer pour castratrices, lesbiennes ou mal baisées ? Dans les années 70, alors que le féminisme était encore un mouvement, c'était un adjectif qui servait à faire les nuances : le féminisme « radical » était suspect. Aujourd'hui, l'adjectif malmené s'est intégré au concept, entraînant le rejet de l'idée même du féminisme.

Le syndicalisme est en train de subir le même sort. « Comment, vous êtes syndicaliste ? Vous n'avez pas honte de revendiquer le *maintien* de vos conditions de travail alors qu'il y a des milliers de gens qui sont sans emploi ? » Il faudrait sans doute suivre le modèle McDonald's, où le bonheur se trouve en dehors de l'association. Deux groupes de récalcitrants québécois ont commis le sacrilège de remettre ce bonheur en question et ont fait des démarches pour obtenir une accréditation syndicale. Heureusement, d'autres employés, plus lucides, ont bravé les rigueurs de l'hiver et ont manifesté dans la rue leur foi en Saint Burger. « Pas besoin de syndicat ! clamaient-ils en dénonçant la méchante FTQ. Nous avons des uniformes fournis et des pauses. Qu'est-ce qu'un syndicat pourrait nous apporter de plus ? » En effet. Je m'incline.

L'économie est une petite chose fragile ? C'est la faute aux syndicats. Les hommes sont mal dans leur peau ? C'est à cause du féminisme. La société est mal en point ? Les intellectuels sont coupables : ils pensent trop. Bannir les mots, ça veut souvent dire effacer leur réalité. Les trois exemples donnés ne sont pas des moindres, et c'est ce qui rend inquiétante leur mise à l'index. Ce n'est pas parce que nous n'en admettons pas la portée. Au contraire. Au Québec, nous connaissons toute l'importance des mots : c'est pour cela que nous ne les utilisons pas.